

Note n°8 - 2012

LA (RE-)COMPOSITION POLITIQUE DE L'ANGOLA APRÈS LA VICTOIRE DU MPLA AUX ÉLECTIONS DU 31 AOÛT 2012

PEDRO BORGES GRAÇA

Relecture critique par **MATHIEU MERINO**

Octobre 2012

Avec le soutien :



SOMMAIRE

RESUME.....	3
INTRODUCTION	4
1 – LA CONQUETE DU POUVOIR PAR LE MPLA EN TEMPS DE GUERRE	5
1.1 – La Guerre Coloniale (1961-1974).....	5
1.2 – La Guerre Civile (1975-2002)	6
2 – LA GESTION DU POUVOIR EN TEMPS DE PAIX : DIX ANNEES VISANT A ORGANISER LA RECONCILIATION NATIONALE.....	7
2.1 – Oligarchie, Démocratie et Marché	7
2.2 – Forces et faiblesses du MPLA suite aux élections de 2008.....	8
2.3 – Le Statu Quo	9
2.4 – La (Re)Composition Politique	10
CONCLUSION.....	11
RELECTURE CRITIQUE PAR MATHIEU MERINO.....	12
1 – LE PREMIER ANGLE D’APPROCHE PRIVILEGIE PAR L’AUTEUR EST HISTORIQUE.....	12
2 – L’AUTEUR RESERVE EGALEMENT L’ANALYSE DE LA COMPOSITION POLITIQUE DE L’ANGOLA A CELLE DE E. DOS SANTOS ET DU MPLA, CONSIDERANT QUE LEURS ORIENTATIONS DETERMINENT TOUTE TRAJECTOIRE POSSIBLE DU REGIME.....	15
3 – L’AUTEUR ENVISAGE AINSI UN SCENARIO « D’EVOLUTION DANS LA CONTINUTE », SOIT LA POURSUITE DES AXES MIS EN PLACE DEPUIS 2002, SANS GRANDS BOULEVERSEMENTS DANS LES ANNEES A VENIR.....	16

Résumé

- Le Présent se construit à partir du Passé et d'une projection du Futur ; il s'agit précisément de la situation actuelle de l'Angola. Le moteur principal de cette dynamique est le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), et tout spécialement le Président José Eduardo dos Santos (JES) et son comité restreint. Les dernières élections générales du 31 août 2012 ont offert une nouvelle légitimité au pouvoir du Président et du MPLA, tant sur le plan national que vis-à-vis de l'extérieur, grâce à une victoire électorale massive (70% des voix environ).
- Pour le moment, on ne note ni ne prévoit aucun changement significatif du cadre politique qui demeure la base du *statu quo* instauré et défendu depuis la paix de 2002. Sans rupture ou modification profonde dans le régime politique, le scénario en cours est celui d'une *évolution dans la continuité* ; il sera dès lors nécessaire d'attendre deux ou trois ans pour que l'on puisse mesurer si JES et le MPLA répondent effectivement aux nombreuses attentes des Angolais.

Introduction

L'étude de la politique africaine nécessite d'emprunter une approche différente de celles de la politique occidentale, non seulement pour des raisons méthodologiques – singularité de chaque cas d'espèce, en l'occurrence des pays, à l'étude – mais également de la complexité singulière de la réalité africaine, contemporaine (dynamiques sociales précoloniales, coloniales et postcoloniales en interaction permanente). Ainsi, l'analyse d'une situation politique africaine, notamment post-électorale, doit être nécessairement interdisciplinaire et fondée sur une approche historico-sociologique, comprenant qu'en Afrique cette dernière discipline intègre nécessairement une dimension ethnologique.

L'Angola se singularise par ailleurs des autres pays d'Afrique centrale et australe, non seulement parce qu'il a été colonisé par le Portugal – son trait structurel exogène - mais également parce que sa structure sociale, au regard notamment des élites politiques et économiques, présente une ambivalence culturelle qui les rend beaucoup plus proches de dynamiques européennes qu'africaines dans le chemin de la modernité et du développement (cas également du Mozambique mais de manière moins marquée). En fait, des observations répétées sur le terrain montrent que les élites angolaises, bien que conscientes et fières de leur héritage africain, valorisent également fortement la part d'héritage colonial qu'elles considèrent comme un des traits principaux d'identité et d'affirmation de leur pays vis-à-vis des autres États de la région.

Vouloir établir des similitudes entre le Président José Eduardo dos Santos (JES) et les dictateurs africains «traditionnels», comme par exemple un Mobutu - selon l'image populaire de corrompu et même meurtrier qui circule dans le monde occidental - serait à mon sens tout simplement une erreur d'objectivité. En fait, cet homme et son parti, le MPLA, ont été en guerre civile entre 1975 et 2002 et ont été conduits à gouverner un pays deux fois grand comme la France, en ruines et sans cadres en nombre suffisant pour assurer la reconstruction du pays. Les nuances de l'exercice du pouvoir en Angola sont à mon sens réelles : elles ont donné lieu à des pratiques critiquables voire condamnables mais elles se sont également inscrites dans une éthique de responsabilité qui, en dix années, a permis la tenue de deux élections et une transition vers la démocratie, contribuant ainsi à la stabilité interne et régionale.

Dans ce contexte, et par delà la présence d'autres forces et partis politiques, il apparaît nécessaire pour appréhender la trajectoire angolaise de s'intéresser à son ossature politique, qui s'est constituée autour de JES et du MPLA. Sans vouloir exagérer leur rôle, il n'en reste que si une recomposition politique en Angola intervient, elle passera d'abord par le MPLA et son Président. Cet angle d'approche paraît d'autant plus justifié dans le contexte de leur récente victoire électorale d'août 2012 (environ 70% des votes).

Légitimés par la dernière élection du 31 août 2012, que feront donc José Eduardo dos Santos et le MPLA pour un futur meilleur pour l'Angola et les Angolais? Les élites angolaises parviendront-elles à faire de l'Angola un exemple de croissance économique et de développement social en Afrique, prouvant toute sa singularité? Ici sont les questions fondamentales et réalistes adressées que la présente note souhaite répondre. L'autre question, souvent posée, de la succession de JES, est pour le moment subalterne. En dehors de tout événement imprévu, il faudra encore attendre, même si le successeur de JES a été désigné.

1 – La conquête du pouvoir par le MPLA en temps de guerre

1.1 – *La Guerre Coloniale (1961-1974)*

Comprendre la situation politique de Angola à l'issue des dernières élections de 2012 nécessite un détour par l'histoire des 50 dernières années pour en cerner – sans idéologie ni préjugés – les faits marquants qui ont conduit au rôle central et dirigeant du MPLA depuis l'Indépendance en 1975 et de son Président, José Eduardo dos Santos, depuis septembre 1979. L'Angola a en effet connu une situation de guerre pendant plus de quarante ans, entre 1961 et 2002, ponctué de brefs intervalles de paix. Deux grandes périodes structurent cette période de conflit : treize années de guerre coloniale jusqu'à 1974, suivies à partir de l'Indépendance (1975) d'une guerre civile fratricide de vingt-sept ans jusqu'à 2002.

Dans la première période (1961-1974), le MPLA s'apparente avant tout à un parti de cadres, qui a développé un réseau d'influence clandestin couvrant l'intégralité du pays et basé avant tout dans les milieux urbains, notamment à Luanda, la capitale. Le MPLA dispose ainsi d'une base sociale solide, en majorité issue de la zone de l'ethnie *Ambundo* (près de 30% de la population) qui s'étend de Luanda au centre-nord. Il dispose également du soutien des Angolais urbains et semi-urbains, de tous milieux y compris des noirs, métissés et blancs d'origine portugaise nés en Angola et souvent issus de la deuxième ou troisième génération de colons. À l'inverse, le FNLA (Front National de la Libération de l'Angola) (environ 10% de la population) a un ancrage avant tout rural, basé sur l'ethnie *Bakongo* au nord, qui s'étendait et s'étend toujours sur les deux Congo et jusqu'au Gabon. L'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) s'appuyait sur l'ethnie *Umbundo* (environ 35% de la population) qui couvrait la région centre-sud, soit un territoire deux fois plus grand que la France et une population d'environ six millions de personnes (en 1975). La lutte armée, menée sous la forme de *guerrilla*, a surtout été conduite par le FNLA et l'UNITA dans leurs régions d'ancrage, alors que le MPLA a développé une action stratégique à objectif subversif, autour d'attaques périodiques, de propagande, de recrutements de soutiens internes et de structuration d'une mobilisation internationale contre le Portugal. La région des *ambundo*, plus proche de Luanda, était la plus vulnérable au contrôle portugais. Par delà une lutte commune contre le Portugal, les trois principaux mouvements se sont également opposés entre eux. Le MPLA, avec un petit nombre de combattants entraînés au Maroc et en Algérie, souhaitait lancer des actions militaires dans le territoire angolais à partir du Congo, mais en a été empêché par l'UPA (Union des Populations du nord de l'Angola - futur FNLA) et a dû éteindre en 1964 son corps armé, l'EPLA (*Exército Popular de Libertação de Angola*)¹. Néanmoins, le MPLA structurera de 1965 à 1974 trois « régions politico-militaires » (Cabinda, Centre-Nord et Est) pour mener ses actions, mais sous contrainte des deux autres mouvements.

¹ MPLA, *História do MPLA*, 2 Volumes, Luanda, Centro de Documentação e Investigação Histórica do Comité Central do MPL, 2008, 1^o Volume, p. 222.

1.2 – La Guerre Civile (1975-2002)

Durant cette seconde période, le MPLA parvient à renverser le rapport de force avec le FNLA et l'UNITA, depuis les pourparlers de paix engagés entre ces deux derniers et les Portugais entre l'été de 1974 et début 1975. Son avantage comparatif a sans doute été le fait que le centre du pouvoir, Luanda, stratégique à cause notamment de son port, aéroport et raffinerie, soit localisé dans la zone *ambundo* qui soutient le MPLA. L'arrivée triomphale de son leader, Agostinho Neto, à Luanda, le 4 Février 1975, accueilli à l'aéroport par une foule immense, symbolise la victoire du MPLA, à une date similaire à celle « mythique » du 4 février 1961, jour de la première action armée du MPLA, précisément à Luanda². Elle marque également le commencement de la guerre civile avec le FNLA au nord et l'UNITA au sud. En neuf mois et au prix de plusieurs milliers de morts, le MPLA obtient le contrôle total de Luanda et déclare de façon unilatérale l'Indépendance le 11 Novembre 1975. Depuis lors, la guerre civile s'est structurée en deux phases: la première jusqu'à 1991 (avec JES comme président après la mort d'Agostinho Neto en Septembre 1979) et la seconde, après une courte paix, de 1992 à 2002.

La première phase (1975-1991), caractérisée par l'aide soviétique et surtout cubaine – qui a travers « l'opération Charlotte » a transféré presque l'intégralité de son arsenal de guerre et environ trente mille combattants vers le territoire angolais³ - voit le MPLA vaincre les forces du FNLA (appuyés décisivement par le Zaïre et de façon « ignorante » par les États-Unis⁴) et de l'UNITA (appuyés dans un premier temps par l'Afrique du Sud puis par les États-Unis dans une visée moins ignorante). La fin des années 1980 est néanmoins marquée par une impasse militaire sur le terrain⁵; qui conduit aux accords de paix de Bicesse au Portugal le 31 Mai 1991 puis aux élections de Septembre 1992.

L'UNITA refuse la défaite électorale, en particulier son leader, Jonas Savimbi qui accuse JES et le MPLA d'avoir falsifié les résultats. Cette contestation ouvre une seconde phase de lutte, marquée par la fin de l'appui américain à l'UNITA et sa condamnation par la communauté internationale. Le MPLA en profite pour élargir sa base ethnique avec l'inclusion de nouveaux militants d'origine *bakongo* et *umbundu* et ainsi bénéficier d'une base davantage « nationale », affaiblissant par la même le FNLA et l'UNITA. Un *umbundu*, Marcolino Moco, est même nommé Premier ministre. Avec des hauts et des bas dans le terrain, le MPLA sort finalement victorieux en 2002 d'après la mort de Jonas Savimbi, le leader de l'UNITA et environs un million d'autres morts depuis 1975.

² Evènement du 4 février 1961 encore célébré de nos jours.

³ *Idem*, 2^e Volume, p. 219.

⁴ John Prados, *Safe for Democracy. The Secret Wars of CIA*, Chicago, Ivan R. Dee, 2006, p. 455.

⁵ José Gonçalves, *Angola a Fogo Intenso (Ensaio)*, Lisboa, Cotovia, 1991.

2 – La gestion du pouvoir en Temps de Paix : dix années visant à organiser la réconciliation nationale

2.1 – *Oligarchie, Démocratie et Marché*

Avec la paix, JES est acclamé par ses pairs comme le principal artisan de la victoire. Entouré d'un petit groupe de collaborateurs, choisis selon lui pour leurs compétences, y compris des jeunes, qu'il a tendance à valoriser, il a été effectivement le Général ayant commandé des troupes, chaque jour, chaque nuit, à l'aide de cartes et de transmissions radio du terrain. De cette façon, JES, de cursus d'ingénieur, a accumulé une légitimité inégalée, face aux militaires et aux « historiques » du MPLA. C'est sur la base de ce capital et un type de raisonnement aussi simple que « ingénieux », toujours entouré par un petit groupe, qu'une stratégie est dessinée pour l'Angola en temps de paix. Au niveau international, entre autres objectifs, on recense celui de l'affirmation régionale, un partenariat pragmatique avec la Chine, non seulement pour des raisons économiques immédiates (besoin de capital, de constructions, de main-d'œuvre, de produits divers) mais aussi comme contrepoids à la stratégie d'influence des États-Unis notamment dans le Golfe de Guinée pour ses ressources énergétiques⁶. Sur le plan national, après quarante ans de guerre, l'attention est portée sur la réhabilitation des infrastructures et le chantier de réconciliation nationale, à travers l'ouverture du pays à la démocratie et à l'économie de marché, en plus du désarmement de la population et de la réintégration des anciens combattants, surtout ceux de l'Unita, dans la société.

Dans ce contexte, l'Angola est parvenu en seulement six ans aux premières élections effectivement démocratiques de 2008. Cette transition a été rendue possible par l'effort stratégique conduit en matière de réintégration des anciens combattants. A cet égard, l'Angola a bénéficié du *Multi-Country Demobilization and Reintegration Program* organisé par la Banque Mondiale entre 2002 et 2009 au profit de sept pays de la région des Grand lacs à destination de 350.000 anciens combattants. La Banque Mondiale a évalué positivement les résultats du gouvernement angolais dans le cadre de la réintégration des 130.000 anciens combattants potentiels⁷.

Cette transition a également été marquée par la consolidation d'une nouvelle oligarchie, à la différence de l'ancienne oligarchie construite en temps de guerre. Cette nouvelle oligarchie – avec un espace réduit réservé aux diverses « oppositions » - est essentiellement issue du MPLA et se construit sur la captation des nouvelles opportunités d'accumulation issues de l'ouverture de l'économie et de sa croissance inédite (jusque 20% de taux de croissance annuel). Dans un contexte de rumeurs persistantes de maladie et d'affaiblissement de JES, cette élite a commencé à organiser des projets de recomposition du pouvoir visant à résoudre le problème de sa succession. Le célèbre « cas Miala » fait partie de ses tentatives de recomposition, qui se sont soldées en 2006 par l'emprisonnement du Général Fernando Garcia Miala, le puissant chef des services de renseignement (SIE-Serviço de Inteligência Externa) au motif, resté

⁶ Pedro Borges Graça, *Mundo Secreto. História do Presente e Intelligence nas Relações Internacionais*, Luanda, Instituto de Informações e Segurança de Angola, 2010, pp. 98-99.

⁷ *Multi-Country Demobilization and Reintegration Program: End of Program Evaluation. Final Report*, Scanteam, Analysts and Advisers, Oslo, 2010, pp. 63-64.

peu explicité, de « désobéissance à la hiérarchie »⁸. En fait, F. Miala, bien que d'origine bakongo⁹, commençait à être perçu comme un candidat à la succession de JES, compte tenu notamment de son engagement dans la Fondation *Criança Futuro* (Enfant Futur). Par ailleurs, selon certaines rumeurs circulant à Luanda à l'époque, F. Miala avait noué des rapports étroits avec les services secrets américains, dans le cadre de projets de coopération contre le terrorisme entre l'Angola et d'autres services africains de langue anglaise auxquels il a participé. Ces éléments ont fait croître la méfiance du pouvoir vis-à-vis de F. Miala, en particulier celle des services de sécurité et de renseignement angolais. .

2.2 – *Forces et faiblesses du MPLA suite aux élections de 2008*

Le MPLA a massivement remporté les élections législatives de 2008 : 5 266 216 votes, soit 81,64% des suffrages et 191 députés, contre l'UNITA (670 363 voix, soit 10,39% et 16 députés) et le FNLA (71 416 votes, soit 1,11% des suffrages et 3 députés)¹⁰. Le PRS (Parti de Renouveau Sociale) arrive en troisième place, avec 240.746 voix, soit 3,17% des suffrages et 8 députés. Ce parti, qui avait déjà eu 6 députés en 1992, est essentiellement un parti à base ethnique, principalement *lunda-tchokwe*, de la zone est et nord-est (la région des diamants) et défenseur du fédéralisme. Ces élections ont par ailleurs été marquées par la création *ad hoc* de nouveaux petits partis, qui ont notamment profité du financement de 1,2 millions de dollars chacun. La répartition géographique des scores du MPLA en font également désormais un parti à base nationale. Malgré sa dimension originelle *ambundo*, le MPLA est parvenu à remporter 14 des 18 provinces (à l'exception de celles de Benguela, Bié, Huambo et Kuando-Kubango).

Cette victoire aux législatives a renforcé la légitimité et l'autonomie du MPLA en tant qu'organisation, tant celle du Comité Central que du Bureau Politique, y compris vis-à-vis du Président JES, celui-ci n'ayant alors pas été directement soumis au jugement du vote. Un document de 2008 illustre bien cette tension feutrée entre les différents niveaux de pouvoir, née d'un verrouillage au profit exclusif de JES mais également d'une quête de pouvoir non-dite en vue de sa succession : celui commentant les résultats électoraux et publié par le Vice-Président du MPLA, Pitra Neto, intitulé « les raisons de la victoire ». Il y met abondamment en avant son propre rôle en tant que responsable de la gestion stratégique du processus électoral au sein du parti¹¹. Inversement, il conduit l'éloge de JES, affirmant qu'il n'a pas l'intention d'être son successeur¹².

En effet, la longue histoire du MPLA lui donne une culture et une identité politique propres qui rendent les non-dits sur la succession de JES particulièrement difficiles à gérer. Le MPLA s'est construit comme un « parti de guerre » qui, dans un contexte d'insécurité, a besoin d'éléments de permanence, dont le principal est la figure du chef incontestable et incontesté. En outre, sa culture ambivalente de nouveau parti du

⁸ <http://www.angonoticias.com/Artigos/item/17768> ; <http://petrinus.com.sapo.pt/JES.htm>

⁹ Au sein du MPLA, la succession de JES paraît être depuis toujours tacitement réservée à un *ambundo*.

¹⁰ <http://www.eleicoes2012.cne.ao/paginas/paginas/dat99/DLG999999.htm>

¹¹ António Pitra Neto, *MPLA e as eleições legislativas de 2008. As Nossas Razões para a Vitória*, Luanda, Nzila, 2008.

¹² En annexe 6 il répète la même idée, en publiant un extrait de l'*Angola Press – Angop* du 12/12/2003 où il dit déjà rejeter toute idée d'être le successeur de JES. D'autres annexes vantent néanmoins son rôle et celui du parti dans la victoire (*op. cit.*, p. 23).

socialisme démocratique mélangé d'ancien parti marxiste-léniniste, a tendance à privilégier « le collectif » alors que le traitement intimiste actuel des questions politiques, sans trait idéologique clairement énoncé, limite cette portée collective. Avec la paix de 2002, la compétition électorale ainsi que le « vieillissement » des barons du régime, le sentiment d'incertitude concernant la succession de JES est devenu intolérable pour le MPLA et l'oligarchie angolaise. Surtout le « sentiment de vide » provoque des intrigues, des agitations et un malaise que le Président doit gérer et apaiser.

La résolution de ce flou politique a en partie été traitée par la nouvelle Constitution de 2010 qui érige la position du Vice-Président comme deuxième figure de l'État, et définit le successeur de JES via la lecture croisée des articles 116, 128, 131 et 132¹³. D'autre part, avec les nouvelles dispositions électorales, JES assure constitutionnellement le contrôle du MPLA.

2.3 – *Le Statu Quo*

Cette gestion du malaise politique est d'autant plus incontournable pour la tranquillité nécessaire au *statu quo* des affaires de l'oligarchie, où se mélange militaires et civils, familles traditionnelles et nouveaux riches, ancienne garde et jeunes entrepreneurs. Durant la décennie de boom économique, le Président a dû être simultanément constructeur mais également arbitre pour la préservation de ce *statu quo*. La perception générale au niveau international de l'Angola comme un régime corrompu et de JES comme le plus corrompu des Angolais¹⁴ paraît une explication néanmoins trop simple et facile pour résumer la complexité de la situation et comprendre sa véritable dynamique. Si les abus et illégalités des pratiques du pouvoir ne sont pas contestables, elles sont aussi le produit de la nécessité de JES de gérer et contrôler l'explosion économique ; JES a dû non seulement ouvrir le marché interne et les importations à l'oligarchie mais aussi concentrer, pour contrôler, les grands affaires des secteurs stratégiques pour l'État et la souveraineté angolaise. La question de la souveraineté est bien présente dans la narration quotidienne du pouvoir : « *a angolanização* » (l'angolaisation) des affaires et des cadres dirigeants d'entreprises, y compris étrangères, est un mot d'ordre. Consécutivement, des secteurs ont été, surtout ces dernières dix années, partagés sur un mode informel entre Angolais de l'oligarchie, la majorité appartenant au MPLA, souvent associés à étrangers qui acceptent ces règles du jeu.

La vision du groupe présidentiel, selon un critère propre d'éthique de responsabilité, paraît être une vision selon laquelle il convient de gérer d'une façon transitoire la situation afin de maintenir une étroite surveillance de l'économie et ne pas la laisser glisser vers un niveau de corruption totalement anarchique. En décembre 2009, date du Congrès du MPLA, JES a néanmoins prononcé un discours anti-corruption qu'il a depuis lors répété à maintes reprises et qui semble augurer d'une certaine volonté de réajuster les critères de gestion des secteurs publics et privés¹⁵. C'est dans une ligne

¹³ *Constituição da República de Angola*, Lobito, Escolar Editora, 2010.

¹⁴ Voir par exemple les interventions de l'angolais Rafael Marques, basé aux États-Unis, notamment *Diamantes de Sangue. Corrupção e Tortura em Angola*, Lisboa, Tinta-da-China, 2011.

¹⁵ <http://www.opais.co.mz/index.php/internacional/56-internacional/4522-jose-eduardo-dos-santos-reafirma-luta-contra-corrupcao.html>

critique de l'honnêteté de ce discours que se situe, comme exemple plus significatif, le journaliste Rafael Marques¹⁶.

2.4 – La (Re)Composition Politique

En août 2012, la majorité de la population a donné la victoire au MPLA et à son Président, et ce dans l'intégralité des 18 provinces, malgré l'augmentation des votes en faveur de l'UNITA et l'entrée en jeu du nouveau parti CASA-CE (Convergência Ampla de Salvação de Angola-Coligação Eleitoral) conduit par Abel Chivukuvuku, ancien membre de l'UNITA, d'origine *umbundu*, qui se place désormais en troisième position dans le panorama politique angolais. Au contraire, le PRS et le FNLA ont vu leurs scores baisser.

TABLEAU N° 1 : RESULTATS DES ELECTIONS D'AOUT 2012

PARTI	VOTES	% DES VOTES	DÉPUTÉS
MPLA	4.135.503	71,84	175
UNITA	1.074.565	18,66	32
CASA-CE	345.589	6,00	8
PRS	98.233	1,70	3
FNLA	65.163	1,13	2

Source : Comissão Nacional Eleitoral de Angola (2012)

Les manifestations de jeunes à Luanda contre JES en 2011, qui ont été présentées par la presse internationale comme l'indicateur d'un grand mouvement de contestation populaire ne se sont donc pas massivement traduites dans les résultats de l'élection¹⁷. Par ailleurs, les nombreux discours et prévision de défaite de JES, y compris ceux issus du MPLA, n'ont pas été confirmés par les urnes. Cela est le cas de celui du député João de Melo qui, dans un article publié le 1er septembre 2011, posait la succession de JES aux élections de 2012 comme «inévitabile», compte tenu de son âge mais également de l'absence de soutien international à son maintien au pouvoir¹⁸.

¹⁶ *Op. cit.*, et voir aussi du même auteur : (2012) *MPLA, Sociedade Anónima*, 22 p., <http://makaangola.org/wp-content/uploads/2012/04/MPLASociedadeAno%CC%81nima.pdf>

(2012) *O Poder e a Sucessão de José Eduardo dos Santos*, 13 p.,

http://makaangola.org/wp-content/uploads/2012/01/O_Poder_e_a_Sucessa%CC%83o_de_Jose_Eduardo_Dos_Santos.pdf

¹⁷ Présent à Luanda le 3 septembre 2011, j'ai pu assister à la principale manifestation qui rassemblait environ 200 personnes et comptait via *Facebook* et *Twitter* 50 suiveurs environ. Par contre, une foule de plusieurs milliers de personnes avait acclamé JES trois jours avant à Huambo, territoire *umbundu*, en raison de l'inauguration de la reprise du chemin de fer, interrompu depuis des années suite à la guerre.

¹⁸ Dans CLUB-K, une des principales publications d'opposition au régime : http://club-k.net/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=39&Itemid=515&limitstart=4311&limit=9

Ainsi, toutes les volontés de changement politique ont été battues en brèche lors des dernières élections. JES est même parvenu à imposer son successeur officiel sur les « historiques » du parti : Manuel Vicente, Président Directeur Général de SONANGOL (l'entreprise publique d'extraction et gestion pétrolières), un typique *kaluanda*, c'est-à-dire, un *ambundu* né à Luanda, et qui dispose d'une solide réputation, tant sur le plan professionnel que vis-à-vis de l'extérieur. Homme de confiance de JES et de sa famille, aussi discret que le président, Manuel Vicente va s'occuper directement du secteur économique et productif, contrôlant aussi Sonangol où il a toujours son cabinet.¹⁹

Avec les résultats des dernières élections la réalité est qu'on ne perçoit aucun changement significatif dans la composition politique angolaise, malgré l'entrée en scène du nouveau parti CASA-CE et les évolutions de répartition des votes par rapport à 2008. Le fait fondamental est en effet la victoire massive du MPLA dans l'ensemble des 18 provinces et régions ethniques, ce qui donne à JES tout le capital symbolique et la légitimité qui lui fallait pour faire pression et accélérer le changement socio-économique en Angola.

Conclusion

À l'issue des dernières élections de 2012, le MPLA et surtout JES, en tant que « chef » de l'État et de Gouvernement, ressortent avec une position politique renforcée, même si les attentes des Angolais restent très fortes. Le discours d'investiture du Président, le 26 septembre 2012, qui a souligné les bienfaits de la stabilité politique et de la paix et le renforcement du combat contre la pauvreté, a donc mis l'accent sur l'effort à conduire envers certains groupes sociaux, comme les jeunes et les anciens combattants, tout en affirmant le « *principe du renouvellement et de la continuité*²⁰ ». Et le futur promis par le programme du gouvernement est de « *continuer à assurer la croissance, et en assurer une meilleure répartition* ».

Il sera nécessaire d'attendre deux ou trois ans pour voir si le futur promis a une traduction pratique dans le cycle politique en cours. Néanmoins, il semble que le cycle engagé de *l'évolution dans la continuité* se poursuive. Le signe immédiat en est la permanence de l'équipe de gouvernement, avec seulement quatre nouvelles personnalités qui ne sont par ailleurs pas des figures politiques de premier rang (qui ont obtenu les portefeuilles ministériels de la Pêche, l'Industrie, la Justice et les Mines)²¹. La poursuite de ce cycle sera également déterminée par la consolidation de la succession que JES s'est choisie, qui se traduira vraisemblablement par de premières délégations d'événements protocolaires à Manuel Vicente. Sur le plan économique, si des mesures de réduction de la corruption seront prises, elles ne rompront vraisemblablement pas avec le *status quo* actuel. Au niveau international, le pétrole sera toujours à l'ordre du jour. La délimitation des frontières maritimes avec la République Démocratique du Congo sera une question plus ou moins immédiate et chaude, et engendrera probablement une dynamique de projection diplomatique de l'Angola dans le Golfe de Guinée.

¹⁹ Voir *África Monitor*, n° 691, 06 Setembro 2012 et *África Monitor*, n° 694, 18 Setembro 2012.

²⁰ <http://www.mpla.ao/mpla.6/discursos.15/duvidas-esclarecidas.a552.html>

²¹ Voir *Semanário Angolense*, 06 de Outubro de 2002, pp. 8-11.

Relecture Critique

PAR MATHIEU MERINO
IFRA/FRS

Dans le cadre d'une analyse de la composition politique de l'Angola post-conflit et des perspectives de transition, l'auteur privilégie trois angles d'approche qui appellent plusieurs remarques complémentaires :

1 – Le premier angle d'approche privilégié par l'auteur est historique

Il vise à mettre à jour les racines à la fois du pouvoir et de la légitimité du Président E. Dos Santos et du MPLA qui se nouent durant les quatre décennies de guerre, dont une guerre civile (1975-2002) parmi les plus violentes du continent (un million de morts estimé).

En effet, « *l'Angola dans la paix n'a rien d'une page blanche*²² ». La guerre est une des principales matrices de l'histoire moderne du pays. Elle a été au centre des stratégies d'accumulation politique et économique des deux principaux belligérants, le MPLA et l'UNITA, et en a structuré les techniques de domination. En particulier, la guerre puis le processus « d'entrée dans la paix » engagé dans les années 1990 ont chacune renforcé la permanence d'un État hyper centralisé, aux pratiques autoritaires, reposant sur un parti, le MPLA, courroie de transmission du pouvoir et canal d'alimentation d'un vaste réseau clientéliste. La paix à partir de 2002 a consacré l'aboutissement de ce long processus de concentration des pouvoirs, autour du Président E. Dos Santos et de son cercle rapproché, les « Futungistes²³ ». La mémoire des années de guerre demeure ainsi un puissant marqueur de la vie politique nationale, et explique l'ultra-domination du MPLA en tant que régisseur du processus de restauration et de consolidation de la paix.

Pour autant, la seule mémoire de guerre ne suffit pas à elle seule à expliquer la permanence de la domination du pouvoir en place. Pour ce faire, il est nécessaire de détailler l'effort de **reconversion des stratégies d'accumulation politique et économique que le MPLA et son Président** ont mis en place à compter de 2002 pour assurer la transition mais également leur propre pérennité au sommet de l'État. Cette stratégie post-conflit s'apparente, selon l'hypothèse retenue par D. Péclard, à celle d'une « reconversion autoritaire » faites d'évolutions liées au changement d'environnement. En effet, « *le processus de transition (...) ne peut (être réduit) ni à la "restauration" d'une tradition autoritaire de l'exercice du pouvoir - celle-ci n'a jamais disparu – ni à la simple reconduction de techniques de pouvoir et d'accumulation en vigueur durant la guerre – puisque le "jeu" démocratique, si superficiel soit-il, ouvre de nouveaux espaces de contestation, puisque les dépenses de l'effort de guerre ne pourront plus servir à excuser le sous-investissement massif de l'Etat dans des secteurs clé comme la santé et l'éducation, puisque le boom exceptionnel d'une économie en paix ouvre*

²² Péclard, D., « Les chemins de la reconversion autoritaire en Angola », *Politique Africaine*, n°110, Karthala, juin 2008, p. 8. Pour plus de détails, voir : Chabal, P., Vidal, N. (Dir.), *Angola, The Weight of History*, Hurst, Londres, 1997.

²³ En écho au nom du palais présidentiel à Luanda, *Futungo de Belas*.

désormais de nouvelles possibilités de reproduction sociale pour l'élite en place (...)»²⁴ ». Sans viser une énumération exhaustive, ce renouvellement de l'autorité exercée par le pouvoir en place depuis le cessez le feu du 4 avril 2002 s'est principalement articulé autour de :

- ➔ La démobilisation des forces de l'UNITA et la réintégration de cette dernière, sous les auspices de son nouveau leader, Isaias Samakuva, dans le Gouvernement et au Parlement.
- ➔ La signature en 2006 d'un accord de paix avec les mouvements séparatistes du Cabinda, même si les tensions à ce jour ne sont ni éteintes, ni réglées, et transcendent largement la seule problématique de répartition de la manne pétrolière régionale (60% de la production angolaise est localisée dans l'enclave du Cabinda).
- ➔ L'extension du contrôle politique et administratif à l'ensemble du territoire, dans un contexte initial où le MPLA disposait d'une emprise locale réticulaire. Cette densification du contrôle était d'autant plus requise que la compétition électorale a été restaurée tandis que des zones entières demeuraient en ruine, particulièrement dans les « fiefs » de l'UNITA. Pour ce faire, le pouvoir s'est appuyé sur des techniques pour partie originales :
 - ⇒ Tout d'abord, depuis le milieu de la décennie 2000, un processus de déconcentration du pouvoir a été engagé, sous les auspices (et la pression) des organisations internationales. Dans ce cadre, a été mis en place en 2007 le programme pour l'amélioration de la gestion municipale (*Programa de Melhoria da Gestao Municipal* – PMGM). Dans ce cadre, 68 municipalités pilote (sur les 167 municipalités) bénéficient d'une autonomie de gestion de projets, grâce à une enveloppe gouvernementale qui leur est attribuée (entre 300 000 et 1 million de dollars). La mise en place de comités de concertation (*Conselhos de Auscultacao e Concertacao Social* – CACs) au niveau municipal et local, qui réunissent les autorités publiques et la société civile (représentants du secteur privé, organisations communautaires de base, notamment) ainsi que les autorités dites « traditionnelles » est également permise. Si la mise en place des comités demeure incomplète, ce processus de déconcentration a été une des modalités de renouvellement du pouvoir, ces nouveaux organes manifestant le plus généralement leur soutien au régime²⁵.
 - ⇒ En outre, cette quête d'ancrage territorial transversal s'est également traduite par le lancement de nombreux projets de développement dans les provinces dites de prévalence UNITA, notamment à Huambo et Bié, à compter de 2006-2007.
- ➔ L'allégeance recherchée d'une élite, grâce à des réseaux de patronage pour partie organisés par la Présidence. Ces réseaux se sont initialement nourris de la rente pétrolière (l'Angola étant désormais le second pays producteur de pétrole africain) et de sa gestion clientéliste²⁶. Cette orientation de la rente pétrolière au profit d'un cercle rapproché a été d'autant plus facilitée que l'entreprise publique SONANGOL dispose du monopole d'exploitation et de production pétrolière, obligeant les firmes étrangères à des alliances et par la même à des « droits d'entrée ». Les militaires

²⁴ Péclard, D., *op. cit.*, p. 8.

²⁵ Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI), *Angola Country Report*, 2012, p. 11.

²⁶ L'absence de transparence et les pratiques de corruption ont conduit l'Angola à être classé, en 2009, 161^{ième} sur les 179 pays à l'étude dans le *Heritage Foundation Index of Economic Freedom*.

proches du Président Dos Santos y ont eu un accès privilégié, notamment par le monopole « officieux » dont ils disposent sur les activités de sécurité entourant les activités pétrolières. Cette gestion clientéliste de la manne pétrolière a été d'autant plus permise que l'Angola n'a (jusqu'à la crise économique de 2009) quasiment pas eu recours aux mécanismes de soutien financier des organismes internationaux (FMI et Banque Mondiale) qui l'auraient contraints à rendre des comptes sur sa gestion budgétaire. Un partenariat pragmatique avec la Chine, premier « fournisseur » de prêts sans conditions à l'Angola, a permis à ce dernier de faire l'économie d'une reconstruction sous tutelle des institutions de Bretton Woods. Aussi clientéliste soit elle, l'ouverture au marché et son association à une politique d'angolanisation ont fait de l'Angola, dix ans seulement après la paix, la troisième puissance économique d'Afrique, après le Nigeria et l'Afrique du Sud²⁷, pour une population de « seulement » 19 millions d'habitants (contre dix fois plus au Nigeria).

Le boom économique (croissance moyenne à deux chiffres durant la décennie 2000) a également permis de diversifier les sources d'alimentation des réseaux de clientèle, grâce à l'essor de nouvelles opportunités économiques (secteurs des banques, des télécommunications, notamment²⁸).

- ➔ Enfin, la maîtrise du « jeu » démocratique. L'ouverture au multipartisme a fondé l'entreprise de normalisation démocratique que le pouvoir souhaitait afficher. Les irrégularités des élections législatives de 2008 et les contestations qui s'en sont suivies n'ont pas remis en cause le processus de transition. Les dernières élections de 2012 ont confirmé le consensus en faveur d'une compétition désormais électorale. Vitrine de la normalisation démocratique, les scrutins ne doivent pas pour autant masquer le contrôle lourd qui pèse sur l'activité sociale et politique angolaise, par un encadrement des médias et des manifestations notamment. Le délit de diffamation reste à cet égard un puissant outil de contrôle social, à l'encontre des journalistes en particulier²⁹. Le pouvoir a également cherché à institutionnaliser la société civile pour mieux la régir, comme l'atteste sa posture ambivalente vis-à-vis des ONG. Le pouvoir a encouragé le développement des ONG, pour reprendre contact avec « sa base », notamment dans les zones rurales et dans les bidonvilles où vit désormais une forte proportion de la population. Le pouvoir a d'ailleurs créé « sa propre société civile³⁰ », à l'instar de la Fondation Eduardo Dos Santos (FESA). Pour autant, pèse sur la plupart des ONG un contrôle étroit, un décret présidentiel de 2002 leur interdisant par exemple des activités partisans ou politiques³¹.

Dans la même lignée, le récent processus de réforme constitutionnelle, qui a été conduit par le Président, est un affichage sans détour d'un pouvoir fort et centralisé. La nouvelle Constitution du 5 février 2010 a ainsi institutionnalisé un système présidentiel où le Président est à la fois chef d'Etat et de Gouvernement. Cette réforme a également posé le parti comme la courroie de transmission du pouvoir : supprimant les élections présidentielles, la nouvelle constitution dispose que les postes de Président de la République et de Vice-président reviennent respectivement

²⁷ *Africa Research Bulletin* (Economic), volume 49, n°4, April-May 2012.

²⁸ Sans oublier les autres ressources naturelles : diamants, dont l'Angola est le quatrième producteur mondial en valeur, mais également fer, gaz, et uranium.

²⁹ La nouvelle loi sur les médias permet néanmoins désormais aux journalistes de présenter les faits devant les juges, ces derniers décidant ensuite de l'opportunité d'ester.

³⁰ Messiant, C., « La Fondation Eduardo Dos Santos. À propos de l'investissement de la société civile par le pouvoir angolais », *Politique Africaine*, n°73, mars 1999, pp. 82-102.

³¹ Tvedten, I., « La scène angolaise : limites et potentiel des ONG », *Lusotopie*, n°1, 2002.

aux deux têtes de listes du parti vainqueur des législatives (soit respectivement E. Dos Santos et Manuel Vicente pour le MPLA vainqueur des législatives de 2012).

Ces dynamiques empiriques permettent ainsi de mieux comprendre les paradoxes apparents du pouvoir en Angola :

- ➔ d'une part, la longévité de E. Dos Santos, à la tête de l'État depuis 33 ans, sans jamais avoir été élu au suffrage universel direct ;
- ➔ d'autre part, la capacité d'un pouvoir construit en temps de guerre à emporter massivement l'assentiment des urnes en temps de paix.

2 – L'auteur réserve également l'analyse de la composition politique de l'Angola à celle de E. Dos Santos et du MPLA, considérant que leurs orientations déterminent toute trajectoire possible du régime.

Le lien entre le pouvoir actuel et la potentialité d'une transition est indéniablement tenu. Pour autant, la stratégie du pouvoir vis-à-vis de la transition sera également déterminée par des **dynamiques exogènes, qui même si elles se trouvent in fine régulées par le pouvoir en place, influenceront plus ou moins directement le scénario de la transition.**

Parmi ces dynamiques, la contestation est devenue un répertoire d'action privilégié, comme l'atteste la période ayant précédé les dernières élections législatives.

Les règles de la compétition électorale décidées par le pouvoir en place ont ainsi été mises sous tension. La nouvelle loi électorale de décembre 2011, visant à atténuer les inquiétudes de fraude qui entouraient le scrutin à venir, prévoyait notamment une nouvelle commission électorale nationale et surtout le principe d'une représentation multi-partisane en son sein³². Néanmoins, le choix du pouvoir de nommer à la tête de cet organe clé Suzana Ingles a suscité une forte controverse. Dirigeante d'une organisation de femmes réputée proche du pouvoir, elle n'est par ailleurs pas magistrate alors que la loi électorale l'impose. Portée devant la Cour suprême par l'opposition, cette investiture sera invalidée et un nouveau président (cette fois magistrat) nommé en juin 2012. La détermination du corps électoral mais également les conditions logistiques entourant le scrutin ont également prêté à des contestations, ce qui expliquerait pour certains la faiblesse de la participation électorale (de l'ordre de 63%, soit 6 millions de votants environ, contre 87% en 2008³³).

Par-delà les champs partisan et électoral, de nombreuses manifestations ont eu lieu l'année précédant les élections, souvent conduites par des jeunes peu politisés des milieux urbains, particulièrement à Luanda³⁴, et communiquant entre eux par les réseaux sociaux. Il est à noter l'importance de la jeunesse en Angola dans la trajectoire à venir

³² Sur les 16 membres de la Commission (hors Président), 9 sont issus du MPLA ; les 7 autres sont issus des partis d'opposition, dont 3 de l'UNITA ; source : Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA), *Report on the General Elections of 31 August 2012 in the Republic of Angola*, 2012.

³³ Les données sur les scrutins de 2008 et 2012 sont issues de : Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA), *op. cit.*

³⁴ Tel que celle qui s'est produite à Casenga, banlieue pauvre de Luanda en décembre 2011 (AFP, 06/12/2011) ou celles à Luanda et Benguela, violemment réprimées le 11 mars 2012 (AFP, 13/03/2012).

du pays, à la fois de par son importance numérique (deux tiers des Angolais ont moins de 20 ans) mais également la mutation de leurs référentiels : à la différence des générations précédentes, ils n'ont pas connu la guerre mais subissent en revanche les problématiques de la vie urbaine (conditions de vie difficiles dans les bidonvilles, chômage) alors que Luanda est devenue une des villes les plus chères au monde. Des anciens combattants ont également manifesté en 2012 contre le non-versement de leurs pensions. *Human Rights Watch* a signalé que ces manifestations n'avaient pas mobilisé les foules. Elles ont néanmoins un impact symbolique significatif sur une population peu habituée à voir une critique du régime³⁵.

Ces contestations ne demeurent pas en mesure d'imposer à elles seules une transition dans un contexte par ailleurs où l'opposition reste à reconstruire. Les élections de 2012 ont vu s'opposer 5 partis et 4 coalitions. Même si la victoire du MPLA demeure tout aussi massive qu'en 2008 (72% des votes contre 82% en 2008) et désormais étendue à l'ensemble des provinces, elle ne doit pas masquer la dynamique de réorganisation de l'UNITA, malmenée en 2008, et qui parvient à rassembler près de 19% des votes en 2012 (contre 10% en 2008). La création de CASA-CE (avril 2012), même si elle ne se traduit pas par une réelle percée électorale (environ 6% des votes) s'inscrit elle aussi dans cette dynamique de réorganisation des partis d'opposition, notamment autour de figures issues de l'UNITA, telles qu'Abel Chivukuvuku. Cette reconstruction de l'opposition, quelque temps qu'elle prenne, se heurtera néanmoins à la différence de potentiel logistique, notamment financier. Le MPLA, parti au pouvoir, est en effet une puissante machine électorale. Les dépenses électorales du MPLA lors du dernier scrutin de 2012 ont été estimées à 75 millions de dollars US³⁶, à mettre en regard de la centaine de milliers de dollars octroyée à chaque parti en lice au titre du financement public de la campagne électorale, par ailleurs versée très tardivement (en juillet 2012)³⁷.

L'émergence d'une forme de contestation et la reconstruction de l'opposition demeurent néanmoins des dynamiques de fond qui, si elles ne peuvent à elles seules influencer la trajectoire du régime, imposeront à ce dernier d'évoluer à plus ou moins brève échéance.

3 – L'auteur envisage ainsi un scénario « d'évolution dans la continuité », soit la poursuite des axes mis en place depuis 2002, sans grands bouleversements dans les années à venir.

Ce scénario est notamment assis sur les résultats des élections du 31 août 2012, qui n'ont pas conduit à un changement de pouvoir, malgré les prédictions et attentes de certains.

Cette absence de perspective de changement de trajectoire à court terme ne doit néanmoins pas occulter, comme le souligne l'auteur, les tiraillements qui habitent le régime actuel et qui influenceront la forme et le calendrier de cette transition. L'auteur met ainsi en avant l'existence, structurelle, d'oppositions larvées au sein du parti au pouvoir, dans une relation ambivalente au Président (recherche d'autonomie vis-à-vis de ce dernier en même temps qu'une absence de contestation ouverte du leader).

³⁵ Human Rights Watch, *Angola's upcoming elections. Attacks on the media, expression and assembly*, 2012.

³⁶ *Africa Research Bulletin* (Political), volume 49, n°9, September 2012.

³⁷ EISA, *op. cit.*

Plus globalement, la transition sera inévitablement liée à la problématique de la succession à E. Dos Santos. Le choix de Manuel Vicente³⁸ comme potentiel successeur a pu être analysé comme la manifestation de la volonté du Président de maîtriser sa propre succession, sans immixtion du parti MPLA. En effet, Manuel Vicente n'est pas un cacique du parti, dont il a rejoint le bureau politique seulement en 2009. En revanche, il est investi avec le Président et son cercle familial rapproché (notamment sa fille Isabel) dans les « affaires », ce qui assure à E. Dos Santos une absence de risque de poursuites judiciaires après son départ du pouvoir. Ainsi, E. Dos Santos, 70 ans, pourrait céder sa place à Manuel Vicente en cours de mandat, même si ce scénario reste dépendant de la capacité des différents acteurs (Président, successeur désigné et barons du MPLA) à trouver une forme d'équilibre mutuellement avantageuse.

La prévalence d'un minimum de consensus au sein du pouvoir en place sera en effet déterminante dans un contexte où la mémoire de la guerre comme premier ressort de la légitimité du pouvoir du MPLA s'épuisera avec le temps et l'émergence de générations qui n'auront pas connu le conflit.

Or les défis de l'Angola sont lourds et la poursuite de la transition démocratique les fera surgir sur la scène publique avec de plus en plus d'acuité. Le pays se heurte tout d'abord à une problématique sérieuse de production agricole liée aux décennies de guerre, qui font de l'Angola le cinquième pays le plus instable en termes d'approvisionnement alimentaire³⁹, et Luanda une des villes les plus chères au monde. La croissance économique, sur laquelle repose la pérennité du régime en l'état, est également très dépendante du pétrole (50% du PIB angolais, les deux tiers des revenus de l'État) ; le taux de croissance, qui était en moyenne à plus de deux chiffres depuis 2003 (environ 12%), s'est effondré dans le sillage de la crise économique de 2009 (3,4% en 2010, 4% en 2011). Enfin, même si le taux de pauvreté a effectivement chuté depuis 2003, 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (moins de 2 dollars US par jour)⁴⁰.

Des évolutions souhaitées par le pouvoir se dessinent à cet égard. Le régime encourage tout d'abord des investissements dans de nouveaux secteurs, notamment l'agriculture. On assiste ainsi à un processus de reconversion économique de la nomenclature pétrolière, avec une réinjection des capitaux dans de nouveaux secteurs, afin de capter les nouvelles opportunités commerciales tout en participant à la poursuite de la reconstruction⁴¹. En outre, une régulation des pratiques clientélistes semble souhaitée, à tout le moins en affichage. Au classement « *Doing Business* » de la Banque mondiale en 2010, l'Angola est en effet placé 164^{ème} sur 183 pays à l'étude. Un signe a été donné avec la création fin 2009 d'un fonds public (*fundo petrolifero para o sector da energia e das aguas*) rattaché au ministère de l'économie et censé accueillir une partie des revenus du pétrole à des fins de financement d'infrastructures prioritaires. Ces « avancées » restent néanmoins très éloignées des demandes d'une partie du Parlement (favorable à la mise en place d'une commission anti-corruption) ou des réquisits des bailleurs internationaux auxquels l'Angola devra désormais rendre quelques comptes.

³⁸ Pendant 11 ans à la tête de SONANGOL.

³⁹ *Africa Research Bulletin* (Economic), volume 49, n°4, April-May 2012.

⁴⁰ BIT, *op. cit.*

⁴¹ Vallée, O., « Du Palais aux banques : la reproduction élargie du capital indigène en Angola », *Politique africaine*, *op. cit.*